

## Article

---

« [s.t.] »

Ouvrage recensé :

Gerda Wekerle, *Women's Housing Projects in Eight Canadian Cities*

par Beth Moore Milroy

*Recherches féministes*, vol. 2, n° 1, 1989, p. 151-153.

Pour citer la version numérique de cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/057546ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

permettre que l'entraide et la solidarité provoquent leur prise en main. Un effort s'impose aussi pour sensibilier la société aux problèmes de logement que vivent les femmes mais aussi à la discrimination et aux préjugés dont elles sont victimes. Enfin, les colloques nous montrent éloquemment que des individus et les groupes communautaires font un énorme travail sans avoir la législation et les programmes appropriés ni l'appui des gouvernements et des groupes dominants dans notre société. Quand la société reconnaîtra-t-elle que le logement est un droit, pas un privilège ?

Winnie Frohn  
Conseillère municipale (RP)  
Québec

#### Note

1. Un document de référence, préparé par Diane Morissette pour le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme et intitulé *Le logement pour les Canadiennes : une préoccupation de tous les jours*, est paru en mars 1987.

**Gerda R. Wekerle, *Women's Housing Projects in Eight Canadian Cities.*  
Ottawa, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1988,  
190 pages.**

Depuis quelques années, l'information sur la question des femmes et du logement au Canada a été particulièrement florissante. La plus grande partie des études traitait du problème du besoin de logement. La publication de Gerda Wekerle était très attendue, car elle aborde l'offre de logement plutôt que la demande. L'auteure, qui est reconnue pour son apport considérable à la recherche sur les femmes et leur milieu environnant, y fait état de l'étude qu'elle commença en 1985 avec Joan Simon, décédée hélas trop jeune, de cinq coopératives d'habitation pour femmes et cinq projets de maisons de transition (« second-stage housing projects »). Cet ouvrage sera d'un grand intérêt pour de nombreuses lectrices, mais plus particulièrement pour ceux ou celles qui sont impliqués dans le développement de logement pour les femmes, du fait qu'il jette un regard très pragmatique sur les expériences des pionnières de ces projets.

Il s'en dégage deux points particulièrement suggestifs pour des projets futurs. Premièrement, un projet de logement pour les femmes aura d'autant plus de succès s'il est développé en étroite collaboration avec le mouvement ou la communauté des femmes, et au travers cette communauté, avec des organismes à but non lucratif œuvrant dans le champ du logement, qui leur apportent une expertise et un soutien. Il est donc important pour les féministes de continuer et d'accroître leur association avec des groupes de pression en matière de logement. Deuxièmement, il faut constater qu'en pratique les organismes gouvernementaux qui s'occupent de logement résistent toujours au financement d'espaces non résidentiels, tels des lieux de rencontre ou de travail dans les coopératives, ce qui est pourtant nécessaire à l'expérimentation de nouveaux

genres d'organisation sociale revendiqués par les femmes. Il semble bien qu'au Canada, le logement à caractère innovateur prendra naissance dans les cercles féministes sans aucune aide financière du Gouvernement.

Les coopératives sont des projets à but non lucratif construits principalement sous la Loi nationale sur l'habitation, section 56.1. Les logements de transition offrent des résidences à moyen et long termes (mais non de façon permanente) aux femmes victimes de violence familiale. Les projets décrits par Gerda Wekerle ont été financés par des moyens divers. Présentée dans deux sections différentes du rapport, l'étude des deux types de projets est le résultat d'entrevues dirigées fondées sur un questionnaire normalisé auprès des résidentes, ainsi que d'entrevues semi-dirigées auprès d'intervenants en matière de logement dans les villes concernées. Les sujets de l'enquête étaient choisis par les promotrices des projets étudiés, par les membres de leur conseil d'administration ou par des organisations féministes locales. Des femmes furent embauchées localement pour aider à faire les entrevues auprès de 154 résidentes des projets d'habitation ainsi qu'auprès de 103 personnes ressources ou intervenants en matière de logement. Le rapport de recherche est intéressant pour le regard neuf qu'il jette sur la thématique du logement, davantage que pour l'essai de quantification des résultats de l'enquête, car il n'est pas toujours clair en ce qui a trait aux questions posées ou aux personnes qui ont répondu (les protocoles d'entrevue ne sont pas présentés dans l'appendice).

Des difficultés méthodologiques sont survenues dès le début, en raison du procédé un peu spécial de sélection des projets à étudier. Les chercheuses avaient reçu des fonds pour étudier huit projets qu'elles avaient identifiés. Elles en trouvèrent huit autres pendant leur recherche et elles décidèrent d'ajouter deux d'entre eux à leur échantillon initial. L'auteure mentionne que « les projets de logement pour femmes sont parmi les secrets les mieux gardés du pays » (p. 167). La sélection finale de coopératives comprend donc la Halifax Women's Cooperative; Grandir en ville, à Québec; The Beguinage et Constance Hamilton Cooperative, à Toronto; et la Joint Action Cooperative, à Regina. Parmi les projets de logement de transition, les chercheuses ont étudié la Munroe House, à Vancouver; le Bishop Cridge Centre for the Family, à Victoria; un projet public d'habitation à loyer modique à Moose Jaw, construit expressément pour parents célibataires; la Wilhemina Williams Non-Profit Housing Association, à Halifax; et Kirby House, à St-Jean.

Des myriades de doutes, d'espoirs et de questions surgissent des entrevues. Toutes celles qui ont été impliquées dans le développement et le maintien de ce type d'habitation les reconnaîtront instantanément et se souviendront des heures, sans fin, qu'elles y ont consacrées. Par exemple, dans les chapitres décrivant le processus de développement des projets, on voit comment les organisatrices doivent littéralement arracher aux gouvernements des modifications afin de pouvoir ajouter des mesures pour le gardiennage des enfants, la qualité des logements ou de nouvelles mesures de sécurité aux règlements et programmes en vigueur. Chacune des modestes victoires est extrêmement coûteuse en énergie. Dans un autre chapitre sur les questions communautaires, l'auteure examine les problèmes de formes physiques des lieux et de qualité de la vie. Elle rapporte aussi des témoignages lucides sur le difficile équilibre vécu par les militantes entre leur vie privée et le partage et le don de soi.

À la lecture de ce rapport, toutes et tous seront émus de l'effort requis de tant de gens pour le bénéfice d'un petit nombre de femmes dans de tels projets d'habitation. Ce qui m'a le plus marquée, c'est l'incroyable quantité d'heures de volontariat et de don personnel qui va dans le développement de chacune des unités de logement. Chaque unité doit en fait être arrachée péniblement à un dédale de règlements gouvernementaux, soustraite des mains du secteur privé, grippe-sou de tous les instants, discutée dans les moindres détails avec les sources de financement et les créanciers. Ce rapport fournira, nous l'espérons, des idées aux producteurs de logements afin qu'ils soutiennent plus efficacement le travail de celles qui s'attaquent à la demande spécifique des femmes. Grâce à cette recherche, qui rend public le travail des pionnières de projets innovateurs, d'autres femmes perdront sans doute moins de temps à réinventer la roue et elles bâtiront de nouveaux projets avec une meilleure information. Comme G. Wekerle nous le suggère, cependant, le temps si précieux et la compétence investis dans des projets qui répondent à des besoins aussi criants ne doivent pas nous détourner d'initiatives de plus grande envergure visant à abolir la pauvreté et la violence, qui ont rendu ces projets nécessaires en premier lieu.

*Beth Moore Milroy*  
*École de planification urbaine et régionale*  
*Université de Waterloo*

**Dorit Fromm, *Collaborative Communities. A New Concept of Housing With Shared Services.* San Rafael, Ca., Ecuminical Association for Housing, 1988, 204 pages.**

L'habitation est un domaine qui a peu évolué en regard des changements survenus dans les modes de vie depuis 30 ans. L'éclatement de la famille ou la redéfinition des responsabilités à l'intérieur du couple, le stress et l'isolement liés à la vie moderne, le coût élevé de la vie malgré des revenus modestes, sont pourtant autant de raisons pour repenser l'habitat. À cet égard, nombreux sont ceux qui ont rêvé à des solutions de type communautaire. Mais le rêve semble en voie de réalisation. Dorit Fromm décrit des collectivités où l'entraide et la mise en commun des ressources ont permis d'alléger le quotidien. Ces collectivités proposent aux résidents, outre les avantages d'une habitation privée, une gamme de services et de commodités qu'individuellement ils ne peuvent s'offrir. Une participation active au développement et à la gestion est demandée en retour.

Pour dégager les principes de base de ces collectivités d'entraide, Dorit Fromm réfère d'abord à l'expérience européenne. Celle-ci présente en effet un tableau avantageux : les collectivités sont implantées en milieu urbain et elles existent depuis plus de dix ans. Généralement, elles ont également bénéficié d'un climat politique favorable au développement de projets d'habitation novateurs et à la participation des futurs résidents à l'élaboration de ces projets. Six collectivités, établies en Hollande et au Danemark, illustrent particulièrement la formation des groupes, le processus de réalisation du projet et le milieu de vie.